

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Ukraine > Mouvement ouvrier (Ukraine) > **Comment la guerre en Ukraine a bouleversé le monde syndical et la vie des (...)**

# Comment la guerre en Ukraine a bouleversé le monde syndical et la vie des travailleurs

mercredi 8 mai 2024, par [GIL Inès](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mai 2024).

**Malgré la situation de guerre, des travailleurs continuent de se rendre à l'usine d'Arcelormittal, à Kryvyi Rih, dans le centre de l'Ukraine. Depuis deux ans, la société ukrainienne toute entière est mobilisée pour soutenir l'effort de guerre et maintenir l'activité économique. Sur cette affiche, symbolisant l'union des travailleurs, des militaires et de la population, on peut lire : « Ensemble jusqu'à la victoire ».**

**(Inès Gil)**

« Depuis la première agression russe, nous sommes aux côtés des travailleurs ». Sur l'écran de son ordinateur, Yevgen Drapiaty, vice-président de la Fédération des Syndicats d'Ukraine (Федерація професійних спілок України, en ukrainien, connu sous l'acronyme FPU), fait défiler les images de la Révolution de Maïdan. « Dès février 2014, la Russie voulait nous garder dans son giron, les Ukrainiens ont refusé. La fédération a activement soutenu les manifestants. Après cela, il y a eu l'invasion de la Crimée par les Russes, et la guerre du Donbass a commencé. Depuis, nous soutenons les travailleurs victimes des agressions russes et suite à l'invasion de février 2022, nous avons redoublé d'efforts ».

Situé en plein cœur de Kiev, sur la place Maïdan, le bâtiment massif de l'organisation, coloré d'un beige sobre, rappelle l'ère soviétique. La fédération a été fondée en 1990, un an avant l'indépendance de l'Ukraine. Dans son bureau, garni d'objets à l'effigie du poète ukrainien Taras Shevchenko, Yevgen Drapiaty porte un pull orné d'un trident, symbole du nationalisme ukrainien, qui rappelle que le patriotisme traverse le monde syndical qui se mobilise pour le pays et ses habitants. « Nous avons créé des points d'accueil pour les déplacés de guerre dans l'ouest de l'Ukraine. Jusqu'à aujourd'hui, nous leur apportons un soutien à Lviv, Rivne, Dnipro et Zaporijia ».

En parallèle, la FPU distribue une aide financière aux familles des travailleurs syndiqués qui ont été blessés ou tués sur le front. Pour répondre aux besoins immenses des adhérents, la FPU a bénéficié d'une aide financière d'organisations syndicales solidaires, à hauteur de « 127 millions de hryvnia (environ 3 millions d'euros) en 2022 », et « 72 millions de hryvnia (environ 1,7 millions d'euros) en 2023 », selon la FPU. « Nos camarades à l'étranger se sont aussi mobilisés et nous soutiennent depuis le début de l'invasion. Sans eux, on ne s'en sortirait pas », affirme encore Yevgen Drapiaty.

Depuis le 24 février 2022, de nombreux syndicats ukrainiens ont bénéficié, comme la FPU, du soutien de syndicats [internationaux](#) et [européens](#) à travers des collectes de fonds et des dons humanitaires. À l'occasion du deuxième anniversaire de l'entrée en guerre, la FPU a rappelé la nécessité vitale de continuer ce soutien, dans une [appel conjoint](#) avec la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (конфедерація вільних профспілок України en ukrainien, connu sous l'acronyme KVPU).

Car la guerre a en effet lourdement affecté tout le monde syndical. Avant février 2022, la FPU, qui

chapeaute une quarantaine de syndicats répartis selon les secteurs, regroupait près de 3,5 millions de membres dans les territoires non-occupés.

*« Mais avec les blessés, les populations déplacées, les Ukrainiens [enlevés](#) ou tués par l'armée russe, la fermeture des entreprises à l'est et la mobilisation de 10% de nos membres par l'armée ukrainienne, nous avons perdu des milliers d'adhérents. Sans compter les bâtiments de nos sections locales détruits par les missiles russes, comme à Kharkiv. Cela nous empêche de fonctionner normalement. »*

Quand *Equal Times* rencontre en février dernier, Mykhailo Volynets, le président de la KVPU, celui-ci est alors particulièrement préoccupé [par la situation des mineurs de la ville de Myrnohrad](#), située dans l'oblast de Donetsk. La veille, une frappe russe a endommagé les infrastructures industrielles, empêchant des dizaines de travailleurs de sortir de la mine.

*« Certains sont des membres du Syndicat indépendant des mineurs ukrainiens [Незалежна профспілка гірників України, NPGU] rattaché à la KVPU. En tant que représentants des travailleurs, nous devons suivre leur situation, la documenter, les soutenir sur le plan physique et psychologique, et apporter une aide pour réparer les dégâts causés par le bombardement »,* explique-t-il après avoir interrompu l'interview pour accepter un appel téléphonique. *« Notre représentant local vient de m'informer qu'ils sont tous sortis, il n'y a pas eu de victime »,* indique-t-il, sourire aux lèvres. Depuis le début de l'invasion russe, 1.300 travailleurs membres de la KVPU ont été victimes des frappes russes. Parmi eux, 400 ont été tués, selon la Confédération.

Dans les territoires occupés désormais par la Russie, qui correspondent [à 20% de l'Ukraine](#), les syndicats ne peuvent plus s'entretenir avec leurs adhérents. *« Nous tentons de maintenir un contact, mais c'est dangereux, Moscou fait pression pour qu'ils rejoignent les syndicats russes »,* déplore Yevgen Drapiaty. Les travailleurs de ces régions font également face à des [violations de leurs droits](#), comme le dénonçait une enquête de l'Organisation internationale du travail, en mai 2023.

À quelques kilomètres, dans les bureaux de la Fédération des syndicats des travailleurs des petites et moyennes entreprises (PME) (федерація профспілок працівників малого та середнього підприємництва України, en ukrainien), le président, Roi Viacheslav, s'alarme pour la sécurité de ses adhérents. *« Avant la guerre, nous comptons au moins 150.000 membres. Aujourd'hui, ils sont seulement 100.000. Face aux attaques russes, les employés des petites et moyennes entreprises sont plus vulnérables que les travailleurs des grosses usines, ils ne bénéficient pas toujours d'une protection sur leur lieu de travail. »*

Dans le contexte de guerre de haute intensité, la question sécuritaire est devenue une priorité pour les salariés. Régulièrement, les adhérents de la Fédération des syndicats des travailleurs des PME réclament des formations aux premiers secours en cas d'attaque de missile sur leur lieu de travail. Certains souhaitent aussi être orientés pour *« obtenir un soutien psychologique »*, affirme Roi Viacheslav. *« Aider les travailleurs à faire face à la guerre est aujourd'hui le cœur de nos activités, car nous ne pouvons plus jouer notre rôle d'acteur du dialogue social, comme c'était le cas avant l'invasion. Les lois adoptées ces deux dernières années en Ukraine retirent leurs prérogatives traditionnelles aux syndicats. »*

## **Des nouvelles législations menacent les droits des**

# travailleurs

Depuis le début de l'invasion russe, la Rada (le nom du parlement ukrainien) a adopté une succession de lois qui fragilisent gravement le droit du travail. Les textes votés immédiatement après l'invasion ont contraint le pays à s'adapter au contexte nouveau de guerre : la loi martiale interdit toute manifestation, mais elle n'a pas vocation à durer une fois les combats terminés.

En revanche, [les lois votées à l'été 2022](#) pourraient installer les salariés ukrainiens dans une précarité durable. Un premier texte controversé a introduit les contrats dits « zéro heure », qui ne garantissent aucune sécurité d'emploi ni de salaire. S'en est suivi la loi 5371, qui soustrait les salariés des entreprises de moins de 250 employés de la couverture des accords collectifs. À cela s'ajoute, l'augmentation de la durée légale du travail dans les secteurs stratégiques et la facilitation des retards de paiement des salaires et des ruptures de contrat. « *Cette loi est en contradiction avec les Conventions 87 et 158 de l'Organisation internationale du Travail* », dénonce Mykhaïlo Volynets.

*« Avant, pour changer les termes d'un contrat de travail, les employeurs avaient pour obligation d'entamer des négociations avec le syndicat. Mais maintenant, ils peuvent faire ce qu'ils veulent. C'est un terrible recul »,* affirme Roi Viachesla.

Le responsable syndical arbore un pin's représentant le drapeau européen. Selon lui, ces lois « *dictées par le patronat ukrainien dont les intérêts sont portés par le pouvoir* » nuisent aux chances de l'Ukraine d'entrer dans l'Union Européenne, « *depuis plusieurs années, l'Ukraine a fait beaucoup de progrès dans de nombreux domaines pour s'adapter aux normes européennes. Mais maintenant, à l'heure où les Ukrainiens ont plus que jamais soif d'Europe, c'est le rétropédalage. Cette législation est en désaccord total avec les exigences européennes en matière de protection du droit du travail.* » En témoignent ainsi les menaces pesant sur le [droit de grève](#), et qui pourrait être limité par amendement législatif.

Selon Denys Gorbach, chercheur associé au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po qui travaille sur la situation socio-économique en Ukraine, les partisans d'une ligne ultralibérale profitent du contexte de guerre pour fragiliser le droit du travail, « *les lois votées à l'été 2022 ne sont pas limitées par un cadre temporel, elles ont vocation à se maintenir après la fin de la guerre. Elles sont le reflet d'une vision néo-libérale portée par Volodymyr Zelensky et son parti Serviteur du peuple depuis son arrivée à la présidence en 2019. Ces néo-libéraux s'appuient sur des arguments fallacieux, affirmant que le code du travail est soviétique, et qu'il doit être totalement remodelé. Certes, le code du travail date de 1971, mais il a connu des modifications considérables pendant des décennies pour s'adapter à la modernité, notamment après l'indépendance de l'Ukraine.* »

Plus préoccupant encore, d'[après les Confédérations européenne et internationale](#), « *les dirigeants syndicaux font l'objet de différentes enquêtes, de campagnes de diffamation et d'intimidation, tandis que les locaux syndicaux sont visités par des représentants de l'État, que les documents syndicaux sont examinés, que les représentants syndicaux sont convoqués à des interrogatoires. Cela distrait et rend difficile, voire impossible, le travail de fond que mènent les syndicats* ».

## La priorité de la guerre

Depuis deux ans, la situation de guerre a affecté tous les pans de l'économie nationale, [détruisant des millions d'emplois](#), et notamment les secteurs métallurgique et minier, principalement

concentrés à l'est. Dans la cité industrielle de Kryvyi Rih, à 70 kilomètres du front, ArcelorMittal représente un des derniers piliers de l'économie régionale.

À l'entrée du complexe industriel, une immense affiche envahit l'espace. Elle représente une fillette entourée par un soldat et un métallurgiste, avec l'inscription en ukrainien : « *Ensemble jusqu'à la victoire* ». Implanté depuis l'époque soviétique à Kryvyi Rih, le groupe sidérurgique est le premier producteur d'acier de la ville. « *Un tiers des revenus de Kryvyi Rih proviennent des taxes payées par ArcelorMittal* », affirme avec fierté Volodymyr Haidash, responsable de la communication auprès de l'entreprise. « *En aidant l'économie locale, l'entreprise participe à l'effort de guerre.* »

Dans un hangar, un groupe d'ouvriers surveille le passage de l'acier laminé à chaud. Une épaisse fumée se dégage des machines. Elle s'échappe par un trou formé dans le toit après une attaque russe sur le site en décembre dernier.

« *Malgré le danger, nous travaillons dur, nous contribuons à faire entrer l'argent dans les caisses de l'État et d'ArcelorMittal* », affirme Oleksandr, un ouvrier métallurgiste, « *donc il faudrait que nos salaires suivent l'inflation, car nous n'arrivons plus à vivre décemment* ».

Le syndicat de la métallurgie et des mineurs, dont les bureaux se trouvent dans l'enceinte d'ArcelorMittal depuis les années 1930, a entamé des négociations pour augmenter les salaires, affirme sa présidente, Natalya Mariniuk : « *Ils n'ont pas été augmentés depuis deux ans, alors que l'inflation a explosé de plus de 35% après l'invasion russe.* » Le syndicat souhaite également obtenir un treizième mois de salaire en bonus, qui avait été « *supprimé unilatéralement en 2023 par ArcelorMittal.* » La présidente du syndicat de la métallurgie et des mineurs semble optimiste, « *mais il faut se méfier* », affirme Mykhaïlo Volynets, « *les syndicats héritiers de l'époque soviétique sont proches du pouvoir, ils prétendent qu'il existe encore un dialogue social en Ukraine* ».

Lors d'un [sommet](#) qui a eu lieu le 23 avril dernier, à Lublin, en Pologne, cette question de la restauration du dialogue social a été abordée par les syndicats ukrainiens et leurs homologues européens, tout comme le [rôle des syndicats](#) dans les discussions sur l'avenir et la reconstruction du pays. Le soutien international se poursuit ainsi dans les échanges que peuvent avoir les acteurs syndicaux avec les responsables politiques d'Ukraine et de l'UE.

Selon le président de la KVPU, l'amélioration des conditions de travail en Ukraine passe par « *la fin de l'agression russe, l'adhésion à l'Union Européenne et le vote par la Rada de nouvelles lois respectueuses des droits des travailleurs* ».

---

**Inès Gil**

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

---

**P.-S.**

Equal Times

<https://www.equaltimes.org/comment-la-guerre-en-ukraine-a>